

**COMMUNE DE PLOUFRAGAN**

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DECEMBRE 2019**

Convocation du 6 décembre 2019  
Compte-rendu affiché le 16 décembre 2019

L'an deux mille dix-neuf, le treize décembre, à 17h00, le Conseil Municipal de la commune de PLOUFRAGAN s'est réuni en session ordinaire, à l'hôtel de ville, après convocation légale, sous la présidence de M. Rémy MOULIN, Maire.

**PRESENTS** : Rémy MOULIN, Christine ORAIN-GROVALET, Bruno BEUZIT, Pascale GALLERNE, Jean-Pierre STEPHAN (arrivé à l'affaire n°1022), Marie-Françoise DUPLLENNE, Jacques BLANCHARD, Annie LABBE, Laurence ANDRE, Jean-Paul LE MEE, Michel JUHEL (arrivé à l'affaire n°1023), Annick MOISAN, Pierre Jean SALAUN (arrivé à l'affaire n°1022), Anita MELOU, Patrick COSSON, Isabelle COLIN, Anthony DECRETON (arrivé à l'affaire n°1022), Patrick LE HO, Viviane BOULIN, André MEHEUT, Jean-Yves BERNARD, Anne-Laure LE BELLEGO, Jean-Pierre HAMON, Annie LE VERGER, Paul PERSONNIC, Marie-Hélène CORDUAN et Martial COLLET

**ABSENTS** : Gilles LELIONNAIS (donne pouvoir à Jacques BLANCHARD)  
Gabrielle GOUEDARD (donne pouvoir à Anthony DECRETON)  
Maryse LAURENT (donne pouvoir à Pascale GALLERNE)  
Annie REY (donne pouvoir à Christine ORAIN-GROVALET)  
Yann LE GUEDARD  
Evelyne NEJJARI

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Paul PERSONNIC

**Membres en exercice : 33**

**Présents : 27**

**Votants : 31**

## **PROCES-VERBAL**

### **2019-1019 ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 12 NOVEMBRE 2019**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ADOpte** le procès-verbal de la séance du 12 novembre 2019.

## **FINANCES**

### **2019-1020 BIENS MATERIELS MIS EN REFORME**

Les biens matériels mis en réforme et les biens mis à disposition doivent sortir du patrimoine et font l'objet d'écritures non budgétaires dans la comptabilité du receveur municipal sur présentation d'un état validé par le Conseil Municipal, explique M. LE MAIRE.

En conséquence, le Conseil Municipal **PREND ACTE** de l'état de sortie de patrimoine des biens réformés et des biens mis à disposition.

## FINANCES

### 2019-1021 DECISION MODIFICATIVE N°5 – 2019 VILLE

M. LE MAIRE rappelle que le budget primitif est un budget de prévision qui doit être voté avant le 31 mars de l'année budgétaire. Certains ajustements budgétaires sont nécessaires en cours d'année qui font l'objet de décisions modificatives.

Il est proposé des décisions modificatives pour lesquelles le conseil municipal est invité à délibérer sur le budget Ville (DM n°5). (*cf document annexé*)

Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ADOpte** la décision modificative n°5 sur le budget Ville telle que décrite en annexe.

## FINANCES

### 2019-1022 SUBVENTION AU CCAS - ANNEE 2020

Mme DUPLENNE informe l'assemblée que le Conseil d'Administration du CCAS qui s'est réuni le 19 novembre 2019 pour son débat d'orientation budgétaire et délibérera le 17 décembre 2019 sur son budget, sollicite du Conseil Municipal une subvention de 970 000 € pour financer ses dépenses d'action sociale.

Cette subvention représente 8,1% des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville.

Cette subvention devrait permettre de financer :

- le montant de la masse salariale lié :
  - \* aux effets en année pleine des augmentations de salaires et des reclassements de 2019 ;
  - \* aux cotisations patronales dont le taux global du régime spécial est de 50,90% et celui du régime général de 43,09 % ;
  - \* à la NBI pour les agents concernés par le périmètre des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) ;
  - \* à l'accord sur la modernisation des parcours professionnels, de carrières et des rémunérations (accord PPCR) ;
  - \* au déroulement de carrière des agents (GVT).
- les charges liées au niveau d'activité du service du multi-accueil (42 000 heures d'accueil), de la crèche familiale (84 000 heures-enfants pour 14 assistantes maternelles).
- le fonctionnement des services d'administration générale (aides aux personnes, logement social) et du centre social (actions d'insertion...).
- l'autofinancement pour financer les acquisitions de matériel.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE D'ACCORDER** une subvention de fonctionnement de **970 000 €** au CCAS pour l'année 2020.

## FINANCES

### 2019-1023 BUDGET PRIMITIF 2020

M. LE MAIRE rappelle que le budget primitif 2020 a été étudié lors des commissions de finances des :

- 18 septembre 2019
- 1<sup>er</sup> octobre 2019

La commission de finances propose d'arrêter le budget aux montants suivants :

BUDGET	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT
COMMUNE	7 867 521,00 €	13 691 089,95 €

**TOTAL GENERAL = 21 558 610,95 €**

## DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT



**REMBOURSEMENT CAPITAL  
DES EMPRUNTS** 653 200,00 9,3%

**ETUDES** 60 000,00 0,9%



**ACQUISITIONS FONCIERES** 376 500,00 5,4%



**ACQUISITION DE MATERIEL** 632 340,00 9,0%



**TRAVAUX DE BATIMENTS** 2 553 300,00 36,5%



**TRAVAUX DE VOIRIE** 1 235 000,00 17,6%



**TRAVAUX ESPACES VERTS** 223 000,00 3,2%

**AUTRES DEPENSES** 1 271 000,00 18,2%  
*DONT RENOVATION URBAINE* 1 180 000,00

**TOTAL : 7 004 340,00 €**

## RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

Fonds de compensation TVA	344 900,00 (4,8%)
Subventions et participations	541 000,00 (7,5%)
Emprunt	4 559 738,00 (63,4%)
Autres recettes	286 000,00 (4,0%)
Autofinancement	1 463 350,00 (20,3%)
	<hr/>
	<b>7 194 988,00 €</b>

### COMMENTAIRES SUR LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

\*( , %) : part représentative du budget de fonctionnement (mouvements réels)

#### **Chapitre 011 : charges à caractère général (23,4 %)**

Ce chapitre comprend :

➤ les achats et variations des stocks de matières (chapitre 60) : fluides, alimentation, consommables, petit matériel, habillement, fournitures de voirie, fournitures de bureau, fournitures scolaires, produits d'entretien ménagers ;

➤ les charges externes (chapitres 61 et 62) : prestations de services (balayage, curage, désherbage...), location de matériels et bâtiments, entretien externe en bâtiments, voies, réseaux, terrains et matériels, contrats de maintenance, primes d'assurances, documentation générale, formation du personnel, cérémonies et animations, imprimés et bulletin municipal, affranchissement et téléphone, cotisations à des organismes ; en particulier à compter de 2017 le personnel informatique qui intègre les effectifs du service commun de Saint-Brieuc Agglomération

➤ les impôts ou taxes non calculés sur les rémunérations (chapitre 63) : taxes foncières, taxe à l'essieu.

#### **Chapitre 012 : charges de personnel (63,6 %)**

Ce chapitre comprend :

- le personnel extérieur au service (article 6218),
- les versements calculés sur les rémunérations (chapitre 63),
- les charges de personnel (chapitre 64).

Il tient compte :

- de la variation du traitement indiciaire des agents selon un tableau de déroulement de carrière (GVT),
- de la variation du temps de travail (temps partiel et augmentation de la durée hebdomadaire de service),
- des charges sociales au taux global de 50,90 % pour le régime spécial et 44,97 % pour le régime général (taux 2019 connus au moment de la prévision du BP 2020).

A noter à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la création du service commun informatique au niveau de Saint-Brieuc Agglomération, ce qui implique que la dépense du personnel informatique n'est plus imputée comptablement sur le chapitre 012 (puisque ce ne sont plus des agents municipaux de Ploufragan) mais sur le chapitre 011.

#### **Chapitre 014 : atténuations de produits (0,0 %)**

Ce chapitre concerne notamment le reversement de frais de publicité en cas de cession par la ville.

#### **Chapitre 65 : autres charges de gestion courante (12,1 %)**

Ce chapitre comprend :

- les indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux,
- les frais de formation des élus,
- les conventions avec l'OGEC et l'APEL de l'école Ste-Anne,
- les frais pour les enfants scolarisés à l'extérieur,
- les subventions au CCAS (970 000 € comme en 2019) et aux associations (sociales, sportives, enfance jeunesse, culturelles, vie associative, classes de nature : 113 615 € pour 2020 ; 113 870 € en 2019).

#### **Chapitre 66 : charges financières (0,7 %)**

Ce chapitre concerne les intérêts des emprunts des contrats actuels.  
(état de la dette : 85 575 €).

#### **Chapitre 67 : charges exceptionnelles (0,2 %)**

Ce chapitre comprend les prix (bourses jeunes), les subventions exceptionnelles en particulier humanitaires et les régularisations de rattachement de recettes.

#### **Chapitre 022 : dépenses imprévues**

Provision pour dépenses imprévues : 201 430,63 € (limitée à 7,5 % du budget).

Ce chapitre participe au respect du principe comptable de l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement. L'affectation budgétaire de ce crédit peut faire l'objet, soit d'une délibération du Conseil Municipal, soit d'un certificat administratif du Maire qui, dans ce cas, doit rendre compte au Conseil Municipal de son utilisation.

#### **Chapitre 023 : virement à la section d'investissement**

Ce chapitre regroupe l'autofinancement complémentaire nécessaire au remboursement du capital des emprunts (- 702,00 €), au financement des dépenses d'équipement (785 702,00 €) et à couvrir une provision pour dépenses imprévues en investissement de 15 000 €, soit un total de 800 000,00 €.

#### **Chapitre 042 : opérations d'ordre de transferts entre sections**

Ce chapitre concerne les amortissements et les provisions rendus obligatoires par l'instruction comptable M14 :

- amortissements d'études	7 369 €
- amortissements logiciels	6 922 €
- amortissements biens amortissables	245 324 €
- amortissements bâtiments (mis en location)	72 966 €
- amortissements fonds de concours	333 397 €
- amortissement de terrains aménagés	7 372 €

**TOTAL            663 350 €**

Les prévisions de dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 12 026 309,32€ contre 11 975 656,23€ au BP 2019 (+0,4 %). **Remarque** : compte tenu de la baisse de la part dotation forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) des années passées, les prévisions de dépenses 2020 ont été étudiées au plus près afin de préserver de l'épargne nette pour pouvoir investir à l'avenir.

Cette évolution est liée :

- aux dépenses de services	+ 92 K€
- aux charges de personnel	- 7 K€
- aux intérêts des emprunts	- 29 K€
- à la subvention CCAS	stable
- aux charges de gestion courante	- 8 K€
- aux charges de gestion courante	- 8 K€
- aux autres charges exceptionnelles	+ 3 K€

### COMMENTAIRES SUR LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

#### **Chapitre 013 : atténuations de charges (2,0 %)**

Ce chapitre comprend : les remboursements sur rémunération du personnel (maladie, virement de budgets annexes).

#### **Chapitre 70 : produits des services, du domaine et ventes diverses (6,6 %)**

Ce chapitre concerne :

- concessions cimetières et redevances funéraires
- régie de recettes de la médiathèque et du centre culturel
- régie de recettes de restauration collective dont la fourniture de repas pour le portage, de jeunesse-éducation et des sports
- remboursements de frais par les budgets annexes
- redevance d'occupation du domaine public et droits de place
- surveillance de lotissements.

#### **Chapitre 73 : impôts et taxes (75,4 %)**

Ce chapitre concerne diverses taxes (taxes sur les pylônes, taxe locale sur la publicité extérieure, droits de mutation), la fiscalité locale (impôts ménages) et les dotations versées par Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor. A noter pour 2020, 14 pylônes électriques sur 15 ont été enlevés sur la commune entraînant une baisse de recette de l'ordre de 33 000€.

Les impôts ménages :

\* article 73111 : les contributions directes : les bases des taxes locales sont actualisées forfaitairement par application aux valeurs locatives foncières de coefficients de

majoration définis à l'article 1518 bis du Code Général des Impôts et estimés pour 2020 en attendant le vote de la loi de finances à :

- . 1,3% pour les propriétés non bâties
- . 1,3% pour les immeubles industriels
- . 1,3% pour l'ensemble des autres propriétés bâties.

Les bases estimées par nos services s'établissent à :

- taxe d'habitation : 16 466 254 (+ 1,0 % estimation évolution physique)
- foncier bâti : 15 026 710 (+ 1,0 % estimation évolution physique)
- foncier non bâti : 130 997 (+ 0,0 % estimation évolution physique)

Après examen du budget primitif, la commission de finances a déterminé le produit fiscal nécessaire à l'équilibre de ce budget. Ce produit s'élève à 7 234 542 € pour les 3 impositions locales (auxquelles se rajoutent les compensations fiscales de l'Etat et les dotations versées par Saint-Brieuc agglomération) sur la base d'un maintien des taux ménages votés en 2017 soit :

- taxe d'habitation : 22,40 %
- foncier bâti : 22,79 %
- foncier non bâti : 86,80 %

Avec la mise en place de la nouvelle intercommunalité, nous avons dû harmoniser nos taux en 2017 (CM avril 2017) afin d'assurer la neutralité fiscale sur le territoire. A noter que les différents taux ont été modifiés sur le territoire en plus ou en moins et que cela est compensé par l'allocation compensatrice (AC) versée par Saint-Brieuc Agglomération afin de neutraliser les hausses ou les baisses dans les budgets des communes. La diminution des produits de fiscalité proprement dits est compensée par une augmentation des AC dues et vice versa.

Les dotations de Saint-Brieuc Agglomération (SBAA) :

\* article 7321 : allocation compensatrice

La transformation du District du Pays de Saint-Brieuc en communauté d'agglomération par application de la loi Chevènement du 12.07.1999 a pour effet, entre autres, de créer une taxe professionnelle unique qui est collectée exclusivement par Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor.

Les communes perçoivent, au titre de la taxe professionnelle, une *dotacion d'allocation compensatrice (DAC)* versée par Saint-Brieuc Agglomération et équivalente au produit T.P. de 1999 corrigé des nouveaux transferts de compétences :

T.P. de 1999	2 283 998 €
+ compensation pour réduction embauche-investissement	39 694 €
- transfert 2006 : zone artisanale du Sabot	- 5 925 €
+ transfert 2011 : eaux et assainissement année 2019	- 24 176 €
+ transfert 2012 : terrain des gens du voyage année 2016	0 €
+ transfert 2013 : RPAM	- 6 588 €
	-----
<i>allocation compensatrice (*) =</i>	2 287 003 €
+ compensation liée à la baisse des impôts ménages (estimée)	+ 80 034 €
+ PLUI	-19 304 €
+ Application du PACTE (période 2017-2020) suite au nouveau périmètre de l'intercommunalité : neutralisation des écarts de FPIC & de DGF	- 54 349 €
	-----
<i>allocation compensatrice totale</i>	2 293 384 €

(\*) Cette dotation est forfaitisée pour l'avenir sauf nouveaux transferts de compétences.

\* article 7322 : fonds communautaire de fonctionnement (F.C.F.)

Le conseil communautaire de Saint-Brieuc Agglomération a adopté le 17 décembre 2009 un nouveau Pacte de Solidarité Territoriale, Financière et Fiscale qui a été validé au conseil municipal de PLOUFRAGAN le 16 mars 2010.

Ce Pacte prévoit de maintenir une Dotation d'Allocation Compensatrice (DAC) mais aussi de créer un Fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF) qui regroupera deux anciennes dotations pour un montant défini chaque année dans la convention.

A noter que ce pacte s'est achevé au 31/12/2014.

Montant 2015 : 220 000 € (le pacte a été reconduit pour 1 an)

Un nouveau pacte a été signé pour 2016-2017 avec un montant recalculé sur la base de nouveaux critères fixant son niveau à 197 590€.

Le nouveau périmètre de l'intercommunalité de 13 communes à 32 communes a entraîné la signature d'un nouveau pacte dès 2017. Dans ce pacte, le montant FCF a changé et est calculé sur la base d'une moyenne de 13,18€ par habitant, soit 159 451€ pour 2017 et 2018. Ce montant a été reconduit pour 2019 car le pacte est prorogé jusqu'à fin 2020. Un nouveau pacte est en cours d'élaboration.

#### **Chapitre 74 : dotations, subventions, participations (15,3 %)**

Ce chapitre comprend :

\* articles 7411, 74123 et 74127 : la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.). Le régime de la D.G.F. est modifié à compter de 2005 et se compose de trois éléments :

<i>- la dotation forfaitaire</i>	
Dotation forfaitaire 2019 (réelle)	883 975
Variation de population	+ 3 942
Variation besoin de financement dotation forfaitaire	- 16 944
Prélèvement pour rétablissement des comptes publics	<u>0</u>
	870 973
	-1,47 %

(évolution de BP 2019 dotation forfaitaire estimée à 880 344€ à BP 2020 dotation estimée à 870 973€ soit - 1,06%).

*La présentation du Projet de Loi de Finances 2015 indiquait la diminution des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales avec une baisse de 6.5% de l'enveloppe normée en 2015 (soit moins 3,67 milliards d'euros). Une baisse identique a eu lieu en 2016. Pour 2017, cette baisse pour le bloc communal a été diminuée de moitié par rapport à 2016.*

*Pour 2018, pas de contribution au redressement des finances publiques. La Loi de Finances 2018 est présentée comme mettant fin à la spirale de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales. En 2019, pas de baisses comme les dernières années, et en 2020 pas de nouvelles baisses annoncées*

*- la dotation d'aménagement* qui englobe la D.G.F. des groupements, la dotation de solidarité rurale (D.S.R.) et la dotation de solidarité urbaine (D.S.U.) qui nous concerne ; la D.S.U. est calculée à partir d'un indice synthétique = (potentiel financier x 0,45 + logements sociaux x 0,15 + bénéficiaires de l'allocation logement x 0,30 + revenu moyen par habitant x 0,10) x population x effort fiscal plafonné à 1,3 x valeur du point x coefficient de majoration.

Montant estimé à 348 015 € en 2020

*- la dotation nationale de péréquation* (anciennement fonds national de péréquation) qui tient compte du potentiel financier et de l'effort fiscal.

Montant estimé à 210 025 € en 2020

\* article 744 : FCTVA

Les dépenses d'entretien de voirie et de bâtiment sont éligibles au FCTVA (1<sup>er</sup> versement en 2017 au titre des dépenses 2016)

Estimation pour 2020 : 7 340€

\* articles 746 à 7478

Les subventions de fonctionnement des services provenant de l'Etat, du Département, des communes ou de fonds structurels (ex : Office du lait, Caisse d'allocations familiales).

\* article 74833 : Etat : compensation au titre de la C.E.T.

La D.C.T.P. comprend :

- ▶ le plafonnement du taux communal de TP de 1983 : ne concerne pas PLOUFRAGAN.
  - ▶ la réduction de la fraction imposable des salaires ramenée de 20 à 18 % et l'abattement général de 16 % des bases sont regroupés sous l'intitulé dotation unique spécifique à compter de 2012
- Total de l'article : 0€ à compter de 2018

\* article 74834 : Etat : compensation au titre des exonérations de taxes foncières

- ▶ Exonération de foncier non bâti (20% sur les terres agricoles) : 10 257 €
- ▶ Exonération de foncier bâti logements sociaux : 5 192€
- ▶ Compensation abattement de foncier bâti (30%) dans les quartiers prioritaires de la ville : 13 237€
- ▶ Compensation par l'Etat des transformations en exonérations des dégrèvements totaux sur les propriétés bâties pour les personnes non imposables sur le revenu = bases exonérées n-1 x taux FB 1991(commune 14,49 % + district 1,53 %) x taux DCTP LdF : 4 399 €

Total de l'article : 33 085 €

\* article 74835 : Etat : compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation

Compensation par l'Etat des transformations en exonérations des dégrèvements totaux sur la taxe d'habitation pour les personnes non imposables sur le revenu sauf RMI = bases exonérées n-1 x taux communal TH 1991 (20,32 %)

2 291 932 x 20,32 % = 465 721 €.

\* article 7484 : dotation de recensement : forfait versé par l'Etat au titre des remboursements de frais liés aux opérations de recensement de la population.

\* article 7485 : dotation pour les titres sécurisés : forfait versé par l'Etat pour le traitement des passeports biométriques et les cartes nationales d'identité.

**Chapitre 75 : autres produits de gestion courante (0,7 %)**

Ce chapitre concerne principalement les loyers des immeubles, des remboursements de frais venant d'autres budgets locaux et la redevance de l'antenne communautaire de Bel Air.

**Chapitre 76 : produits financiers (0,0 %)**

**Chapitre 77 : produits exceptionnels (0,0 %)**

Ce chapitre répertorie les mandats annulés sur exercices antérieurs et les écarts de rattachement sur les dépenses.

## **Chapitre 78 : reprises sur amortissements et provisions (0,0 %)**

### **Chapitre 042 : opérations d'ordre de transferts entre sections**

Ce chapitre concerne les travaux en régie (166 200 €) et l'amortissement obligatoire des subventions d'équipement qui ont financé des biens matériels.

### **Chapitre 002 : excédent de fonctionnement reporté**

L'excédent net de fonctionnement cumulé au 31.12.2019 sera repris au budget supplémentaire 2020 après le vote du compte administratif 2019.

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement sont stables par rapport au BP 2019 (13 515 597,95 € contre 13 233 336,00 €).

Cette évolution est liée :

- aux produits des services	- 2 K€
- aux compensations fiscales	+ 28 K€
- aux produits des impôts ménages	+ 203 K€
- aux dotations Saint-Brieuc Agglo	- 62 K€
- à la dotation globale de fonctionnement : D.F. ,D.S.U.& D.N.P.	+ 50 K€
- aux subventions de fonctionnement	- 4 K€
- au remboursement de personnel	+ 7 K€
- aux produits de gestion	+ 2 K€
- aux droits de mutation	+ 100 K€
- au FCTVA fonctionnement	- 7K€
- aux pylônes électriques	- 33K€

**EVOLUTION ENTRE CA 2014,CA 2018, BP 2019, BP 2020**

**FONCTIONNEMENT**

	CA 2014	CA 2015	CA2015/C A2014	CA 2016	CA2016/C A2015	CA 2017	CA2017/C A2016	CA 2018	CA2018/C A2017	BP 2019	BP2019/C A2018	BP 2020	BP2020/B P2019	BP2020/CA2014 avec inflation	sans inflation	
DEPENSES REELLES	11 657 532,06	11 285 967,24	-3,2%	11 265 960,78	-0,2%	11 508 678,36	2,2%	11 464 190,65	-0,4%	11 974 856,23	4,5%	12 026 309,32	0,4%	368 777,26	3,2%	-2,8%
CHAPITRE 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	2 356 599,97	2 204 397,44	-6,5%	2 231 072,10	1,2%	2 397 708,49	7,5%	2 490 703,02	3,9%	2 723 187,23	9,3%	2 815 318,32	3,4%	458 718,35	19,5%	
CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL	7 422 487,92	7 361 217,34	-0,8%	7 384 003,79	0,3%	7 514 425,18	1,8%	7 362 322,21	-2,0%	7 658 000,00	4,0%	7 651 800,00	-0,1%	229 312,08	3,1%	
CHAPITRE 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS												500,00		500,00		
CHAPITRE 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURAN	1 544 911,73	1 480 842,71	-4,1%	1 457 086,24	-1,6%	1 458 790,66	0,1%	1 451 564,47	-0,5%	1 454 825,00	0,2%	1 446 830,00	-0,5%	98 081,73	-6,3%	
CHAPITRE 66 CHARGES FINANCIERES	261 255,63	220 990,71	-15,4%	170 897,57	-22,7%	120 029,43	-29,8%	132 927,94	10,7%	115 404,00	-13,2%	85 870,00	-25,6%	175 385,63	-67,1%	
CHAPITRE 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	72 276,81	18 519,04	-74,4%	22 901,08	23,7%	17 724,60	-22,6%	26 673,01	50,5%	23 440,00	-12,1%	25 991,00	10,9%	46 285,81	-64,0%	
Inflation	0,4%	0,0%		0,1%		1,0%		1,8%		1,4%		1,3%				

		CA 2014	CA 2015	CA2015/CA2014	CA 2016	BP2016/BP2015	CA 2017	CA2017/CA2016	BP 2018	CA2017/BP2018	BP 2019	BP2019/BP2018	BP 2020	BP2020/BP2019	BP2020/2014 avec inflation		sans inflation
RECETTES REELLES		13 860 624,17	13 761 608,52	-0,7%	13 632 843,77	-0,9%	14 090 037,67	3,4%	13 070 783,54	-7,2%	13 233 336,00	1,2%	13 515 597,95	2,1%	-345 026,22	-2,5%	-8,5%
CHAPITRE 013	ATTENUATION DE CH	465 407,26	383 338,24	-17,6%	470 413,51	22,7%	375 065,55	-20,3%	245 500,00	-34,5%	260 000,00	5,9%	267 000,00	2,7%	-198 407,26	-42,6%	
CHAPITRE 70	PRODUITS DES SERV	820 679,49	875 605,53	6,7%	859 983,33	-1,8%	899 167,84	4,6%	798 678,00	-11,2%	890 799,00	11,5%	888 760,00	-0,2%	68 080,51	8,3%	
CHAPITRE 73	IMPOTS & TAXES	9 715 306,46	9 841 153,57	1,3%	9 902 798,30	0,6%	9 830 698,00	-0,7%	9 861 426,00	0,3%	9 976 974,00	1,2%	10 185 530,00	2,1%	470 223,54	4,8%	
CHAPITRE 74	DOTATIONS, SUBVEI	2 687 795,66	2 474 878,41	-7,9%	2 134 101,03	-13,8%	2 080 092,11	-2,5%	2 029 793,00	-2,4%	2 003 007,00	-1,3%	2 069 665,95	3,3%	-618 129,71	-23,0%	
CHAPITRE 75	AUTRES PRODUITS D	105 091,94	102 731,45	-2,2%	108 739,89	5,8%	123 977,66	14,0%	135 221,54	9,1%	101 891,00	-24,6%	104 477,00	2,5%	-614,94	-0,6%	
CHAPITRE 77	PRODUITS EXCEPTIO	45 097,32	73 971,64	64,0%	152 184,63	105,7%	775 329,33	409,5%	165,00	-100,0%	665,00	303,0%	165,00	-75,2%	-44 932,32	-99,6%	
CHAPITRE 78	REPRISE S/AMORTIS	21 246,04	9 929,68	-53,3%	4 623,08	-53,4%	5 707,18	23,4%							-21 246,04	-100,0%	
	<b>Inflation</b>	0,4%		0,0%		0,1%		1,0%		1,8%		1,4%		1,3%			

## ANNEXE1 – Evolution de la population

Population	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Population recensée de n-1	11 537	11 651	11 775	11 947	11 764	11 699	11 768
+ Variation de population	114	124	172	-183	-65	69	40
<b>= Population recensée</b>	<b>11 651</b>	<b>11 775</b>	<b>11 947</b>	<b>11 764</b>	<b>11 699</b>	<b>11 768</b>	<b>11 808</b>
Résidences secondaires	40	52	55	58	67	54	54
Nombre de places de caravanes	8	8	8	8	8	8	8
Population totale	11 651	11 775	11 947	11 764	11 699	11 768	11 808
+ Résidences secondaires	40	52	55	58	67	54	54
+ Majoration places de caravanes	16	16	16	16	16	16	16
+ Majoration recensement rénové	0	0	0	0	0	0	0
<b>= Population DGF</b>	<b>11 707</b>	<b>11 843</b>	<b>12 018</b>	<b>11 838</b>	<b>11 782</b>	<b>11 838</b>	<b>11 878</b>
dont Population en QPV	0	0	0	1 031	1 031	1 031	1 031
dont Population en ZFU	0	0	0	0	0	0	0

## ANNEXE 2

N° INSEE : 22215 - Commune de PLOUFRAGAN			BUDGET PRIMITIF 2020
<b>I - INFORMATIONS GENERALES</b>			<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>			<b>A</b>
<b>Informations statistiques</b>		<b>Valeurs</b>	
Population totale (colonne h du recensement INSEE)		11768	
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 in fine)		54	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :			
Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor			
<b>Informations fiscales N-2 (1)</b>			
	Potentiel fiscal et financier		Moyennes nationales du
	Fiscal	Financier	Potentiel Financier par habitant de
		(population DGF)	la strate
3 taxes	7540649,00		640,78
Taxe professionnelle		NC	
4 taxes	10471225,00	11331861,00	1 136,250631

Informations financières - ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1108	1095
2	Produits des impositions directes / population	615	566
3	Recettes réelles de fonctionnement / population	1149	1284
4	Dépenses d'équipement brut / population	554	280
5	Encours de dette / population	395	907
6	Dotations globales de fonctionnement / population	121	177
7	Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonct.	64,5%	59,5%
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	92,6%	92,3%
9	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	48,2%	21,8%
10	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	34,4%	70,6%
Dans l'ensemble des tableaux les cases grisées ne doivent pas être remplies.			
(*)	Population 2019 connue au moment du BP 2020		
(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L.2334-4 du CGCT qui figure sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux)			
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus.			
Les ratios 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus (cf articles L.2313-1, L.2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT)			
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.			
Source : DGCL : Ratios financiers communaux par strate de population en 2017			
(4) Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.			

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée,

- **par 24 voix pour**

- **et 7 abstentions** (Jean-Yves BERNARD, Anne-Laure LE BELLEGO, Jean-Pierre HAMON, Paul PERSONNIC, Marie-Hélène CORDUAN, Annie LE VERGER, Martial COLLET)

- **APPROUVE** le budget primitif 2020 proposé de la COMMUNE.

## FINANCES

### 2019-1024 AUTORISATION DE PROGRAMME – REVISION BUDGET PRIMITIF 2020

M. LE MAIRE rappelle que la procédure des autorisations de programme - crédits de paiement (AP/CP), organisée par la loi n°125 du 6 février 1992 et le décret n° 175 du 20 février 1997, permet d'individualiser financièrement et de suivre dans le temps des investissements d'une importance particulière dont la réalisation s'étend sur plusieurs exercices budgétaires (art L.2311-3 du CGCT).

Une autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elle indique la répartition annuelle

envisagée des crédits de paiement et des ressources destinées à y faire face. Cette répartition est susceptible de révision, comme l'autorisation de programme elle-même. Les autorisations de programme dont les projets sont terminés font l'objet de clôture.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme.

Après une présentation lors du débat d'orientation budgétaire, les AP/CP doivent être créées par délibération du conseil municipal ; elles sont également révisées ou clôturées sous la même forme. Suite au débat d'orientation budgétaire 2020 qui a eu lieu le 12 novembre 2019, il est nécessaire de modifier les AP/CP que vous trouverez dans l'annexe ci-jointe.

Le Conseil Municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE** la modification (révision) des autorisations de programme - crédits de paiement comme indiqué sur l'annexe jointe.

## FINANCES

### 2019-1025 AFFECTATION A LA SECTION D'INVESTISSEMENT DES BIENS MEUBLES DE FAIBLE VALEUR – BP 2020

M. LE MAIRE rappelle que l'instruction n° 92-132 M.O. du 23.10.1992 et l'arrêté du 26.10.2001 fixent à 500 € le seuil pour lequel les biens meubles sont comptabilisés en section d'investissement. Au-dessous de ce seuil, les biens meubles sont imputés en section de fonctionnement, sauf délibération expresse de l'assemblée délibérante, considérant que l'acquisition revêt un caractère de durabilité et correspond à un accroissement du patrimoine communal.

Le conseil municipal est invité à délibérer sur l'affectation de ces matériels en section d'investissement.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ADOpte** l'affectation des biens matériels suivants à la section d'investissement :

SERVICE	QUANTITE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	VALEUR ESTIMEE
<b>INFORMATIQUE</b>	1	Licence BOM	100,00
	2	Tablettes informatiques	600,00
		Casques <i>Médiathèque</i>	500,00
	1	Tablette de pointage pour Concerto <i>Secteur Jeunesse</i>	400,00
	63	Ecrans <i>Ville</i>	7 500,00

	1	Chromecast (projection tablette sur vidéo)	150,00
	1	Borne wifi <i>Cuisine centrale</i>	200,00
<b><u>SPORTS</u></b>	1	Module de gym	270,00
	3	Tapis de 200x140x10	1 200,00
	1	Débroussailleuse	400,00
<b><u>ESPACES VERTS</u></b>	2	Rotofil	800,00
<b><u>PATRIMOINE</u></b>	2	Fauteuils à roulettes kiwi <i>Pollen</i>	400,00
	30	Tables	3 000,00
	20	Chaises <i>Salle multifonctions</i>	800,00
<b><u>MEDIATHEQUE</u></b>	22	Panneaux de présentation de documents	8 500,00
	1	Table basse pour l'accueil	220,00
	2	Poufs pour l'accueil	320,00
	1	Pouf "Fat Boy" secteur jeunesse	200,00
<b><u>CENTRE CULTUREL</u></b>	1	Equipement son	480,00
	1	Retour de scène <i>Ecole de musique</i>	450,00
	6	Projecteurs PC2 Robert Juliat <i>Diffusion spectacles</i>	2 600,00
<b><u>PATRIMOINE ECOLES</u></b>	1	Structure plastique cabane coin lecture	380,00
	1	Table en bois pour activités avec bacs	295,00
	2	Meubles de rangement 30 cases	860,00
	2	Colonnes de rangement sur roulettes	400,00
	1	Meuble de rangement sur roulettes	250,00
	10	Lits surélevés et couchettes amovibles <i>Maternelle Villes Moisan</i>	4 700,00
	20	Lits surélevés et couchettes amovibles	9 400,00
	1	Grille de rangement 105 x 50 cm <i>Maternelle Anne Frank</i>	100,00
	2	Tables jaunes réglables	270,00
	20	Chaises réglables	1 600,00
	1	Bac à BD sur pieds <i>Elémentaire Villes Moisan</i>	225,00
	1	Colonne de rangement sur roulettes	230,00
	10	Lits surélevés et couchettes amovibles <i>Maternelle Villette</i>	4 700,00

	1	Meuble bas de rangement	330,00
	1	Plastifieuse	320,00
	2	Tableaux muraux simples	240,00
	2	Lots de 5 tapis de gym rectangulaires <i>Elémentaire Villette</i>	1 220,00
	2	Lots de 6 chaises rouges PVC empilables	510,00
	2	Lots de 6 chaises vertes PVC empilables <i>Ecole Louis Guilloux</i>	510,00
	20	Lits surélevés et couchettes amovibles	9 400,00
	4	Lots de 10 couettes pour lits surélevés	450,00
	1	Bac à BD sur pieds	460,00
	2	Chauffeuses + 1 fauteuil coin bibliothèque	675,00
	1	Lecteur CD + USB <i>Ecole Louise Michel</i>	305,00
<b><u>ENFANCE JEUNESSE</u></b>	10	Coussins 120 x 120	1 000,00
	1	Chariot modulaire grillagé	280,00
	1	Paire de buts gonflables <i>Temps méridien</i>	450,00
	1	Vitrine extérieure <i>Accueil périscolaire Ste Anne</i>	160,00
	1	Tableau extérieur <i>Accueil périscolaire Vallée</i>	170,00
	2	Claustras <i>Accueil périscolaire Villes Moisan</i>	450,00
	1	Meuble bibliothèque <i>Centre de loisirs</i>	350,00
	2	Supports d'information espace attente	300,00
	4	Poteaux de guidage <i>Pollen</i>	640,00
	1	Etagère présentoir <i>Prévention</i>	300,00
<b><u>SERVICES TECHNIQUES</u></b>	1	Rabot électrique sur accus	350,00
	1	Visseuse sur accus <i>Atelier menuiserie</i>	350,00
	1	Perforateur sur accus <i>Atelier peinture</i>	450,00
	1	Perforateur burineur <i>Atelier maçonnerie</i>	300,00
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>72 470,00</b>

## FINANCES

### 2019-1026 TARIFS PUBLICS 2020 SERVICES PUBLICS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

La commission de finances, réunie le 20 novembre 2019, propose d'actualiser les tarifs publics pour 2020, explique M. LE MAIRE, en fonction d'indices variables selon la prestation :

- Cf. annexe code indice
- Cf. liste des tarifs

Le conseil municipal est invité à délibérer sur ces propositions de tarifs qui seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ADOpte** les tarifs des services publics administratifs et techniques pour l'année 2020, ci-annexés.

## MARCHES PUBLICS

### 2019-1027 AVENANTS AU MARCHÉ DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

M. BEUZIT déclare que le marché de services de télécommunications notifié le 15 décembre 2016 pour les lots 1 (téléphonie fixe) et 3 (accès internet) à Stella Télécom (06 Valbonne) et notifié le 16 décembre 2016 à la société SFR (93 La Plaine Saint Denis) pour le lot 2 (téléphonie mobile) arrive à son terme le 15 décembre 2019 pour l'ensemble des lots.

Or, il s'avère que le nouveau marché de services de télécommunications mutualisé avec Saint-Brieuc Armor Agglomération et la ville de Saint-Brieuc ne pourra être opérationnel qu'à la mi-février 2020.

En effet, les délais imposés par les nouveaux opérateurs titulaires du marché mutualisé, en l'espèce l'entreprise Orange pour les lots téléphonie fixe et accès internet, et Bouygues Télécom pour le lot téléphonie mobile, ne permettent pas une mise en service des prestations au 16 décembre 2019.

Ainsi, l'arrêt récent de la commercialisation de services analogiques pour des services IP nécessite d'importantes modifications technologiques à mettre en œuvre et donc, des interventions des équipes de la DMSI (Direction Mutualisée des Systèmes d'Information) et des opérateurs télécoms beaucoup plus longues.

Il est donc impératif, pour des raisons évidentes de continuité de service, de prolonger le marché n°2016-42 actuellement en cours.

Ainsi, en accord avec les opérateurs actuels et après échanges avec les futurs prestataires, la DMSI propose de prolonger l'ensemble des lots du marché 2016-42, de 2 mois supplémentaires et ce dans les conditions du marché actuel, soit jusqu'au 15 février 2020 afin de faire la jonction technique entre les 2 marchés.

En prolongeant de 2 mois supplémentaires, le marché 2016-42 reste dans les limites financières autorisées, soit :

- Une augmentation financière inférieure à 10% du montant initial pour chacun des lots,
- Une augmentation dans le cadre des maxima annuels notifiés, soit :
  - o Lot 1 : 40 000.00 € HT
  - o Lot 2 : 17 000.00 € HT
  - o Lot 3 : 12 000.00 € HT

A cet effet, la CEO réunie le 4 décembre dernier, a émis un avis favorable à la prise de l'avenant n°1 au lot n°01 (Téléphonie fixe) et des avenants n°2 aux lots n°02 (Téléphonie mobile) et 03 (accès internet).

Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **VALIDE** la décision de prendre les avenants de prolongation suivants relatifs au marché de services de télécommunications :

- un avenant n°1 au lot n°01 (téléphonie fixe)
- un avenant n°2 au lot n°02 (téléphonie mobile)
- un avenant n°2 au lot n°03 (accès internet)

- **AUTORISE** M. le Maire à signer les avenants susmentionnés du marché de services de télécommunications, ainsi que toutes les pièces afférentes.

## MARCHES PUBLICS

### 2019-1028 ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN DANS LE CADRE DU GROUPEMENT D'ACHATS 22

M. BEUZIT explique que les articles L2113-6, L2113-7 et L2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient les modalités de constitution et de mise en œuvre des groupements de commande, qui ont pour but la coordination et le regroupement des achats de plusieurs acheteurs et ont l'intérêt de permettre des effets d'économie d'échelle et une mutualisation des procédures de passation de marchés.

Cette procédure, qui peut concerner tous les types de marchés, est particulièrement adaptée au domaine des achats de fournitures courantes.

Il convient alors de confirmer l'adhésion de la ville aux différents groupements par la signature d'une convention constitutive qui fixe les modalités de fonctionnement de chaque groupement et précise les représentants de la collectivité désignés pour siéger aux commissions d'appel d'offres.

La Ville souhaite ainsi, dans le cadre du groupement de services "Groupement d'Achats 22", adhérer au groupement d'achats suivant :

Objet du groupement	Durée du groupement	Coordonnateur
Achat de produits d'entretien	- 1 an renouvelable 2 fois - 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2023	Lycée Renan (Saint-Brieuc)

Le projet de convention d'adhésion est annexé au présent document.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE** de valider l'adhésion de la Ville au groupement de commandes pour la fourniture de produits d'entretien, et ce dans le cadre du Groupement d'Achats 22,

- **CONFIRME** la désignation de **M. Jean-Paul LE MEE** comme **membre titulaire** et de **M. Jacques BLANCHARD** comme **membre suppléant** pour représenter la Ville et siéger aux commissions d'appel d'offres du Groupement d'Achats 22,

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention constitutive correspondante et toutes les pièces afférentes.

## MARCHES PUBLICS

### 2019-1029 ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES "DENREES ALIMENTAIRES BIO"

Mme LABBE explique que les articles L2113-6, L2113-7 et L2113-8 du Code de la Commande Publique prévoient les modalités de constitution et de mise en œuvre des groupements de commande, qui ont pour but la coordination et le regroupement des achats de plusieurs acheteurs et ont l'intérêt de permettre des effets d'économie d'échelle et une mutualisation des procédures de passation de marchés.

Cette procédure, qui peut concerner tous les types de marchés, est particulièrement adaptée au domaine des achats en restauration collective.

Au vu de ce qui précède, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes de fournitures de denrées alimentaires bio entre les communes de l'agglomération briochine qui doit définir les règles de fonctionnement du groupement.

En ce qui concerne le choix du type de groupement, il s'agira d'un groupement de commandes avec désignation d'un coordonnateur chargé de l'ensemble des opérations de passation du marché, de la signature et de la notification des marchés, en l'espèce, la ville de PLERIN est désignée coordonnateur.

La Ville souhaite ainsi adhérer au groupement de commandes suivant :

Objet du groupement	Durée du groupement	Commission d'appel d'offres
Fourniture de denrées alimentaires bio	- 1 an renouvelable 3 fois - 31 août 2020 au 1 <sup>er</sup> septembre 2024	C.A.O. de la ville de PLERIN

Le projet de convention d'adhésion est annexé au présent document.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE** de valider l'adhésion de la Ville au groupement de commandes pour la fourniture de denrées alimentaires bio,
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la convention constitutive correspondante et toutes les pièces afférentes.

## **PERSONNEL COMMUNAL**

### **2019-1030 MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Actuellement, explique M. LE MAIRE, trois agents de la Ville assurent en plus de leurs fonctions habituelles, la surveillance, le suivi technique, le suivi des utilisations des équipements municipaux ainsi qu'une mission d'intervention générale sur le territoire communal pour tout problème nécessitant l'intervention des services municipaux (hors des horaires d'ouverture de la mairie).

L'un des agents en charge de cette mission cessera ses fonctions en début d'année prochaine, il a donc été décidé de lancer un appel à candidature en interne pour le remplacer.

En l'absence de réponse en interne et compte tenu des besoins supplémentaires identifiés en matière de gardiennage et de gestion du complexe du Haut Champ, il est nécessaire de créer un nouveau poste d'adjoint technique et de lancer un recrutement sur un poste permanent à temps complet.

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Vu la saisine du Comité Technique,

et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**, décide :

- **DE CREER** 1 poste à temps complet dans le cadre d'emploi des adjoints techniques ;
- **D'ADOPTER** à compter du 13 décembre 2019 le tableau des effectifs ainsi modifié et joint en annexe.

**TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA VILLE - 13/12/2019**

CADRES D'EMPLOIS	GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EFFECTIFS BUDGETAIRES (ETP)	EFFECTIFS POURVUS (ETP)	DONT TNC
directeur général des services	directeur général des services	A	1	1	-
<b>SECTEUR ADMINISTRATIF</b>					
attachés	attaché hors classe	A	8	1	-
	attaché principal			0	-
	attaché			6	-
rédacteurs	rédacteur principal 1ère classe	B	7	0	-
	rédacteur principal 2ème classe			1	-
	rédacteur			5	-
adjoints administratifs	adjoint Administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	C	18	7	-
	adjoint Administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe			10	-
	adjoint administratif			0	-
<b>TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE</b>			<b>34</b>	<b>31</b>	<b>0</b>
<b>SECTEUR TECHNIQUE</b>					
ingénieurs	ingénieur principal	A	1	1	-
	ingénieur			0	-
techniciens	technicien principal de 1ère classe	B	6	3	-
	technicien principal de 2ème classe			1	-
	technicien			1	-
agents de maîtrise	agent de maîtrise principal	C	10	7	-
	agent de maîtrise			2	-
adjoints techniques	adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	C	69	17	-
	adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe			22	-
	adjoint technique			24	1
<b>TOTAL FILIERE TECHNIQUE</b>			<b>86</b>	<b>78</b>	<b>1</b>
<b>SECTEUR SOCIAL</b>					
agents spécialisés des écoles maternelles	ATSEM principale de 1ère classe	C	7	5	-
	ATSEM principale de 2ème classe			2	-
<b>TOTAL FILIERE SOCIALE</b>			<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>
<b>SECTEUR SPORTIF</b>					
éducateurs des APS	éducateur des APS principal de 1ère classe	B	2	1	-
	éducateur des APS principal de 2ème classe			1	-
	éducateur des APS			0	-
<b>TOTAL FILIERE SPORTIVE</b>			<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>SECTEUR CULTUREL</b>					
bibliothécaires	bibliothécaire	A	1	1	-
assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques	assistant de conservation principal 1ère cl	B	4	2	-
	assistant de conservation principal 2ème cl			1	-
	assistant de conservation			0	-
adjoints du patrimoine	adjoint du patrimoine ppl de 1ère classe	C	5	1	-
	adjoint du patrimoine ppl de 2ème classe			3	-
	adjoint du patrimoine			1	-
assistants d'enseignement artistique	assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	B	5,6	2,12	1,12
	assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe			3,32	2,32
<b>TOTAL FILIERE CULTURELLE</b>			<b>15,60</b>	<b>14,44</b>	<b>3,44</b>

<b>SECTEUR POLICE MUNICIPALE</b>					
chefs de service de police municipale	chef de service de Police municipale principal de 2ème classe	B	1	1	-
agents de police municipale	brigadier chef principal	C	1	1	-
	gardien - brigadier			-	-
<b>TOTAL FILIERE SECURITE</b>			<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>SECTEUR ANIMATION</b>					
animateurs	animateur principal 1ère classe	B	6	1	-
	animateur principal 2ème classe			2	-
	animateur			2	-
adjoints d'animation	adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	21	4	-
	adjoint d'animation principal de 2ème classe			7	-
	adjoint d'animation			10	-
<b>TOTAL FILIERE ANIMATION</b>			<b>27</b>	<b>26</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors CDI)</b>			<b>173,60</b>	<b>160,44</b>	<b>4,44</b>
<b>EMPLOIS PERMANENTS CDI</b>					
assistants d'enseignement artistique	assistants d'enseignements artistiques principaux de 2ème classe	B	0,84	0,46	0,46
<b>TOTAL EMPLOIS PERMANENTS CDI</b>			<b>0,84</b>	<b>0,46</b>	<b>0,46</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>174,44</b>	<b>160,90</b>	<b>4,90</b>

## ANNEXES

**BIENS MATERIELS REFORMES ANNEE 2019**

N°Immo	Fonct	Nature	Service	Désignation du bien	Valeur Acquisition	Date	Amort	Σ Amort	VNC	Reprise 775
1666	822	21578	6401	Benne preneuse de tuyaux	1 578,72	20/06/2003	1 578,72	1 578,72	0,00	
<b>Compte 21578</b>					<b>1 578,72</b>		<b>1 578,72</b>	<b>1 578,72</b>	<b>0,00</b>	
VEH36	020	2182	5912	Berline Clio CTM	9 382,17	27/08/1999	9 382,17	9 382,17	0,00	
<b>Compte 2182</b>					<b>9 382,17</b>		<b>9 382,17</b>	<b>9 382,17</b>	<b>0,00</b>	
1721	251	2188	1830	Congélateur bahut 500L	584,99	26/08/2003	584,99	584,99	0,00	
3288	251	2188	1830	Marmite 235L	6 733,48	16/09/2008	6 733,48	6 733,48	0,00	
2665	020	2188	5908	Frigo Bosch Mille Club	612,90	10/05/2007	612,90	612,90	0,00	
2666	020	2188	5908	Frigo Bosch Salle Grimolet	612,90	10/05/2007	612,90	612,90	0,00	
<b>Compte 2188</b>					<b>8 544,27</b>		<b>8 544,27</b>	<b>8 544,27</b>	<b>0,00</b>	
<b>Compte 21</b>					<b>19 505,16</b>		<b>19 505,16</b>	<b>19 505,16</b>	<b>0,00</b>	
<b>TOTAL</b>					<b>19 505,16</b>	<b>0,00</b>	<b>19 505,16</b>	<b>19 505,16</b>	<b>0,00</b>	

**MISE A LA REFORME DES BATIMENTS DEMOLIS**

N°Immo	Fonct	Nature	Service	Désignation du bien	Valeur Acquisition	Date	Mise à la réforme
2018BATG40	820	2115	6000	Immeuble bâti 18 rue du 14 juillet	205 120,70	19/11/18	29 086,12
2018BATG41	820	2115	6000	Immeuble bâti 30 rue de la mairie	107 065,30	30/03/18	60 454,14
BATC8		21311		Salle du Grimolet	93 453,21	01/01/95	22 452,30
BATC8 REGIE		21311		Salle du Grimolet	2 214,30	10/12/15	2 214,30
2019DEMOL	020	2313	5911	Démolition immeubles bâtis	97 282,18	05/02/19	0,00
2019DEMOL BATC8	020	2313	5911	Démolition salle du Grimolet	63 828,00	09/08/19	0,00
					<b>568 963,69</b>		<b>114 206,86</b>

**MISE A DISPOSITION DE BIENS ANNEE 2019**

N°immo	Fonct	Nature	Service	Désignation du bien	Valeur Acquisition	Date	Amort	Σ Amort	VNC	Mise à dispo
1836	251	2188	1830	Congélateur bahut	813,28	28/04/04	813,28	813,28 -	0,00	compte 248
				Compte 2188	813,28		813,28	813,28	0,00	

**TABLEAU DE BORD : AUTORISATION DE PROGRAMME (A.P.)  
CREDIT DE PAIEMENT (C.P.)**

BP2020		REVISIONS		CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
<b>A. REVISION</b>														
N°2012/03	Clé troisie - Rénovation Urbaine	149												
	DM2 2012	création	265 000,00	265 000,00										
	DM3 2012	révision		265 000,00										
	BP 2013	révision		852 189,07										
	DM2 2013	révision		-43 000,00										
	DM2 2013	révision		789 189,07										
	DM4 2013	révision		789 189,07										
	BP 2014	révision		539 189,07										
	BS 2014	révision		166 230,83	300 000,00									466 230,83
	DM3 2014	révision		166 230,83	-270 000,00									196 230,83
	BP2015	révision	1 316 230,83	166 230,83	30 000,00	310 000,00	390 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	110 000,00			1 316 230,83
	CA2014	révision		166 230,83	21 411,44									1 316 230,83
	DM2 2015	révision				-295 000,00								
	DM2 2015	révision		166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	BP 2016	révision	1 357 642,27	166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	CA2015	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 357 642,27
	BS 2016	révision					29 000,00							
	BS 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	419 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 366 642,27
	DM2 2016	révision					-380 200,00							
	DM2 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	272 238,98			1 386 642,27
	BP 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 154 403,29
	CA 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	385 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 154 403,29
	BS 2017	révision						39 000,00						
	BS 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	415 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 184 403,29
	DM2 2017	révision					5 000,00							
	DM2 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	250 000,00	240 000,00	65 668,16			1 184 403,29
	BP2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	80 000,00	240 000,00	40 000,00			988 735,13
	CA 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	80 000,00	240 000,00	43 647,47			988 735,13
	BS 2018	révision						374 000,00						
	BS 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	454 000,00					1 079 087,66
	DM2 2018	révision						-50 000,00						
	DM2 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	404 000,00	50 000,00				1 079 087,66
	BP2019	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	404 000,00	50 000,00				1 079 087,66
	CA 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70	50 000,00	641,30			1 079 087,66
	BP 2020	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70	50 000,00				<b>1 078 446,36</b>
	Clé troisie - Rénovation Urbaine - phase 2	1491												
	BS 2014	Création	12 550,00		12 550,00									12 550,00
	BP2015	révision	2 587 550,00		12 550,00	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00			2 587 550,00
	CA2014	révision		5 036,04	175 000,00		480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 587 550,00
	BS 2015	révision			-54 000,00									
	BS 2015	révision		5 036,04	121 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 533 550,00
	DM2 2015	révision			-14 000,00	-301 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	71 486,04			
	DM2 2015	révision			5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 530 036,04

APCP BP2020.xls03/12/2019

BP2020		REVISIONS		CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
<b>A. REVISION</b>														
N°2014/01	Modernisation des écoles	085												
	BP 2014	création	129 000,00		129 000,00									129 000,00
	BS 2014	révision			35 200,00									35 200,00
	BS 2014	révision			164 200,00									164 200,00
	BP2015	révision	1 038 200,00		164 200,00									1 038 200,00
	CA2014	révision			146 262,76	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 038 200,00
	BS 2015	révision			5 000,00									
	BS 2015	révision			146 262,76	259 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	107 937,24			1 043 200,00
	DM2 2015	révision			82 000,00									
	BP 2016	révision			146 262,76	341 000,00	180 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 057 762,76
	DM1	révision												
	DM1	révision			146 262,76	341 000,00	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00			1 149 762,76
	CA2015	révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	192 396,56			1 149 762,76
	BP 2017	révision			146 262,76	238 613,44	272 500,00	88 500,00	110 000,00	90 000,00	112 387,00			1 058 263,20
	CA 2016	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	88 500,00	110 000,00	90 000,00	142 608,42			1 058 263,20
	DM2 2017	révision						-16 500,00						
	DM2 2017	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	110 000,00	90 000,00	159 108,42			1 058 263,20
	BP 2018	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	72 000,00	353 900,00	90 000,00	112 387,00			1 255 441,78
	CA2017	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	353 900,00	90 000,00	136 225,93			1 255 441,78
	DM2 2018	révision						-38 280,00						
	DM2 2018	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	90 000,00	172 505,93			1 255 441,78
	BP2019	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	317 620,00	113 000,00	112 387,00			1 218 322,85
	CA 2018	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	113 000,00	114 669,20			1 218 322,85
	DM3 2019	révision							-2 000,00					
	DM3 2019	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	116 669,20			1 218 322,85
	BP 2020	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	243 000,00			<b>1 344 653,85</b>

APCP BP2020.xls03/12/2019

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT											
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2015/01	Réhabilitation salle des Villes Moisan	087												
	BP2015	création	160 000,00			25 000,00	70 000,00	65 000,00						160 000,00
	DM2 2015	Révision				-15 000,00								145 000,00
	DM2 2015	Révision				10 000,00	70 000,00	65 000,00						145 000,00
	BP 2016	Révision				10 000,00	70 000,00	65 000,00						145 000,00
	CA2015	Révision				9 757,99	70 000,00	65 242,01						153 757,99
	BP 2017	Révision				9 757,99	70 000,00	74 000,00						153 757,99
	CA 2016	Révision				9 757,99	61 727,24	74 000,00	8 272,76					153 757,99
	DM2 2017	Révision						-20 000,00						
	DM2 2017	Révision				9 757,99	61 727,24	54 000,00						125 485,23
	CA2017	Révision				9 757,99	61 727,24	28 094,59						99 579,82
	DM22018	Clôture												
N°2015/02	Réhabilitation Equipements sportifs	088												
	BP2015	création	677 000,00			127 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00	90 000,00				677 000,00
	BS 2015	révision				-17 000,00								
	BS 2015	révision				110 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00	90 000,00				660 000,00
	DM2 2015	révision				5 000,00								
	DM2 2015	révision				105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00	90 000,00				710 000,00
	BP 2016	révision				105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00	90 000,00				710 000,00
	CA2015	révision				91 083,40	195 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				710 000,00
	BS 2016	révision					29 000,00							
	DM2 2016	révision				91 083,40	224 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				739 000,00
	DM2 2016	révision					-13 000,00							
	DM2 2016	révision				91 083,40	211 000,00	225 000,00	95 000,00	103 916,60				726 000,00
	BP 2017	révision				91 083,40	211 000,00	336 000,00	95 000,00	90 000,00				823 083,40
	DM12017	révision						29 000,00						
	DM1 2017	révision				91 083,40	211 000,00	365 000,00	95 000,00	90 000,00				852 083,40
	CA 2016	révision				91 083,40	171 647,00	365 000,00	95 000,00	90 000,00	39 353,00			852 083,40
	BS 2017	révision						1 095,00						
	BS 2017	révision				91 083,40	171 647,00	366 095,00	95 000,00	90 000,00	38 258,00			852 083,40
	DM2 2017	Révision						-69 000,00						
	DM2 2017	Révision				91 083,40	171 647,00	297 095,00	95 000,00	90 000,00	107 258,00			852 083,40
	DM3 2017	Révision						1 095,00						
	DM3 2017	révision				91 083,40	171 647,00	298 190,00	95 000,00	90 000,00	107 258,00			853 178,40
	BP 2018	révision				91 083,40	171 647,00	298 190,00	192 000,00	10 000,00	90 000,00			852 920,40
	CA2017	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	192 000,00	10 000,00	112 282,26			852 920,40
	BS 2018	révision						367 700,00						
	BS 2018	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	559 700,00	10 000,00	112 282,26			1 220 620,40
	DM2 2018	Révision						-83 000,00						
	DM2 2018	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00	10 000,00	195 282,26			1 220 620,40
	BP 2019	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00	328 000,00	90 000,00			1 433 338,14
	CA 2018	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	328 000,00	104 465,25			1 433 338,14
	DM3 2019	Révision						-40 000,00						
	DM3 2019	Révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	144 465,25			1 433 338,14
	BP 2020	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	294 600,00			1 583 472,89
N°2015/03	Programmes voirie	089												
	BP2015	création	1 340 000,00			190 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 340 000,00
	BS 2015	révision				-46 000,00								
	BS 2015	révision				144 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 294 000,00

APCP BP2020.xls03/12/2019

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT											
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	DM2 2015	révision				-17 000,00								
	DM2 2015	révision				127 000,00	305 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	246 000,00			1 383 000,00
	BP 2016	révision				127 000,00	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	222 000,00			1 299 000,00
	CA2015	révision				121 752,60	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 299 000,00
	BS 2016	révision					36 000,00							
	BS 2016	révision				121 752,60	281 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00
	DM2 2016	révision					-120 600,00							
	DM2 2016	révision				121 752,60	160 400,00	355 600,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00
	BP 2017	révision				121 752,60	160 400,00	288 000,00	235 000,00	235 000,00	216 866,00			1 227 018,60
	CA 2016	révision				121 752,60	132 860,59	258 000,00	235 000,00	235 000,00	244 405,41			1 227 018,60
	BS 2017	révision						16 915,29						
	BS 2017	révision				121 752,60	132 860,59	274 915,29	235 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89
	DM2 2017	Révision				121 752,60	132 860,59	-176 000,00						
	DM2 2017	Révision				121 752,60	132 860,59	98 915,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89
	DM3 2017	Révision						78,00						
	DM3 2017	révision				121 752,60	132 860,59	98 993,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 933,89
	DM5 2017	révision						7 000,00						
	DM5 2017	révision				121 752,60	132 860,59	105 993,29	411 000,00	235 000,00	237 327,41			1 243 933,89
	BP 2018	Révision				121 752,60	132 860,59	105 993,29	392 000,00	235 000,00	216 866,00			1 204 472,48
	CA2017	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	392 000,00	235 000,00	217 537,27			1 204 472,48
	BS 2018	révision						30 663,00						
	BS 2018	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	422 663,00	235 000,00	217 537,27			1 235 135,48
	DM2 2018	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	-2 318,00	235 000,00	219 855,27			1 235 135,48
	BP 2019	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	300 000,00	216 866,00			1 297 146,21
	CA 2018	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	300 000,00	236 958,49			1 297 146,21
	BS 2019	révision								27 000,00				
	BS 2019	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	327 000,00	209 958,49			1 297 146,21
	DM3 2019	Révision								-70 000,00				
	DM3 2019	Révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	257 000,00	279 958,49			1 297 146,21
	BP 2020	révision				121 752,60	132 860,59	105 322,02	400 252,51	257 000,00	350 000,00			1 387 187,72
	MBC 2016-2020	095												
	BP 2016	révision					60 000,00							60 000,00
	DM2 2016	révision					12 000,00							
	DM2 2016	révision					72 000,00							72 000,00
	BP 2017	révision					72 000,00	60 000,00						132 000,00
	CA 2016	révision					71 994,48	60 000,00	5,52					132 000,

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT												
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL	
N°201504	Mise en sécurité voies	090													
	Accessibilité														
	Chemements doux		300 000,00											300 000,00	
	BP 2015	création				50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00				
	BS 2015	révision				-5 000,00									
	BS 2015	révision				45 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00			295 000,00	
	BP 2016	révision				45 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00			120 000,00	
	CA2015	révision				39 486,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00			120 000,00	
	BP 2017	révision				39 486,00	15 000,00	30 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			120 000,00
	CA 2016	révision				39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	6 232,50			120 000,00
	BP 2018	révision				39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			119 281,50
	CA2017	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	13 437,00			119 281,50
	BP 2019	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			111 358,50
	CA 2018	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	6 465,00	15 000,00	14 049,00			111 358,50
	BS 2019	révision								8 500,00					
	BS 2019	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00		23 500,00	5 549,00			111 358,50
	DM3 2019	révision									-8 500,00				
DM3 2019	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00	14 049,00				111 358,50	
BP 2020	révision				39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00	15 000,00				112 309,50	
N°201505	Acquisitions foncières	093	600 000,00												
	BP2015	création				265 200,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			600 000,00	
	BS 2015	révision				-33 200,00									
	BS 2015	révision				232 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			566 800,00	
	DM2 2015	révision				14 500,00									
	DM2 2015	révision				246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00	
	BP 2016	révision				246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00	
	CA2015	révision				205 650,27	170 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			600 000,00	
	BS 2016	révision					12 000,00								
	BS 2016	révision				205 650,27	162 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			612 000,00	
	DM2 2016	révision					29 000,00								
	DM2 2016	révision				205 650,27	202 000,00	45 000,00	45 000,00	45 000,00	69 349,73			612 000,00	
	BP 2017	révision				205 650,27	202 000,00	400 000,00	200 000,00	200 000,00	130 000,00			1 337 650,27	
	CA 2016	révision				205 650,27	200 853,17	400 000,00	200 000,00	200 000,00	131 146,83			1 337 650,27	
	BS 2017	révision						300 000,00							
	BS 2017	révision				205 650,27	200 853,17	700 000,00	200 000,00	200 000,00	131 146,83			1 637 650,27	
	DM2 2017	révision						-320 000,00							
	DM2 2017	révision				205 650,27	200 853,17	380 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 637 650,27	
	DM4 2017	révision						185 000,00							
	DM4 2017	révision				205 650,27	200 853,17	565 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 822 650,27	
	BP 2018	révision				205 650,27	200 853,17	565 000,00	674 300,00	200 000,00	139 197,00			1 985 000,44	
	CA2017	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	674 300,00	200 000,00	161 222,40			1 985 000,44	
	BS 2018	révision						89 120,00							
	BS 2018	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	763 420,00	200 000,00	161 222,40			2 074 120,44	
	BP 2019	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	763 420,00	38 900,00	248 202,00			2 000 000,04	
	CA 2018	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	38 900,00	282 180,15			2 000 000,04	
	BS 2019	révision								-2 200,00					
BS 2019	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	36 700,00	284 380,15			2 000 000,04		
BP 2020	révision				205 650,27	200 853,17	542 974,60	729 441,85	36 700,00	376 500,00			2 092 119,89		

APCP BP2020.xls03/12/2019

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT											
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°201601	Accessibilité ADAP	096	200 000,00											
	BP 2016	Création					40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			200 000,00
	DM2 2016	révision				3 000,00								
	DM2 2016	révision				43 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	37 000,00			200 000,00
	BP 2017	révision				43 000,00	15 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			178 000,00
	CA 2016	révision				31 692,00	15 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	51 308,00			178 000,00
	BS 2017	révision					3 512,00							
	BS 2017	révision				31 692,00	18 512,00	40 000,00	40 000,00		47 796,00			178 000,00
	DM2 2017	révision						-10 000,00						
	DM2 2017	révision				31 692,00	8 512,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			168 000,00
	DM3 2017	révision					3 512,00							
	DM3 2017	révision				31 692,00	12 024,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			171 512,00
	BP 2018	révision				31 692,00	12 024,00	10 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			133 716,00
	CA2017	révision				31 692,00	4 777,54	10 000,00	40 000,00	40 000,00	47 246,46			133 716,00
	DM2 2018	révision						4 000,00						
	DM2 2018	révision				31 692,00	4 777,54	14 000,00	40 000,00	40 000,00	43 246,46			133 716,00
	BP 2019	révision				31 692,00	4 777,54	14 000,00	10 000,00	40 000,00	40 000,00			100 469,54
	CA 2018	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	10 000,00	46 083,55				100 469,54
	DM3 2019	révision							15 000,00					
	DM3 2019	révision				31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	31 083,55				100 469,54
BP 2020	révision					31 692,00	4 777,54	7 916,45	25 000,00	41 000,00			110 385,99	
N°201701	Salle multifonctions	097	100 000,00											
	BP 2017	Création					100 000,00	600 000,00	500 000,00					1 200 000,00
	DM2 2017	révision					-55 000,00							
	DM2 2017	révision				45 000,00	565 000,00	590 000,00						1 200 000,00
	BP 2018	révision				45 000,00	572 000,00	583 000,00						1 200 000,00
	CA2017	révision				37 036,85	572 000,00	583 000,00			7 963,15			1 200 000,00
	DM2 2018	révision					-60 000,00							
	DM2 2018	révision				37 036,85	512 000,00	583 000,00		67 963,15				1 200 000,00
	BP 2019	révision				37 036,85	512 000,00	645 500,00						1 194 536,85
	CA 2018	révision				37 036,85	349 314,12	645 500,00		162 685,88				1 194 536,85
	BS 2019	révision						90 000,00						
	BS 2019	révision				37 036,85	349 314,12	735 500,00		72 685,88				1 194 536,85
	DM4 2019	révision						40 000,00						
DM4 2019	révision				37 036,85	349 314,12	775 500,00						1 161 850,97	
BP 2020	révision					37 036,85	349 314,12	775 500,00					1 161 850,97	

APCP BP2020.xls03/12/2019

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DEPAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2017/02	Auditorium	098												
	BP 2017	Création	100 000,00					100 000,00	1 500 000,00	400 000,00				2 000 000,00
	DM2 2017	Révision						-65 000,00						
	DM2 2017	Révision						35 000,00	100 000,00	865 000,00	1 000 000,00			2 000 000,00
	BP 2018	Révision						35 000,00	100 000,00	1 200 000,00	1 165 000,00			2 500 000,00
	CA2017	Révision						30 697,05	100 000,00	1 200 000,00	1 169 302,95			2 500 000,00
	DM2 2018	Révision							70 000,00					
	DM2 2018	Révision						30 697,05	170 000,00	1 200 000,00	1 099 302,95			2 500 000,00
	BP 2019	révision						30 697,05	170 000,00	1 000 000,00	1 365 000,00			2 565 697,05
	CA 2018	révision						30 697,05	66 430,25	1 000 000,00	1 468 569,75			2 565 697,05
	DM3 2019	Révision								-550 000,00				
	DM3 2019	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	2 252 872,70			2 800 000,00
	BP 2020	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	1 850 000,00	402 873,00		2 800 000,00
N°2017/03	Aménagement RD45	099	1 800 000,00											
	DM1 2017	Création						100 000,00	950 000,00	750 000,00				1 800 000,00
	DM2 2017	Révision						-55 000,00						
	DM2 2017	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	BP 2018	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	CA2017	Révision						18 735,89	950 000,00	805 000,00	26 264,11			1 800 000,00
	BS 2018	révision							-660 000,00					
	BS 2018	révision						18 735,89	290 000,00	805 000,00	686 264,11			1 800 000,00
	DM2 2018	Révision							-128 000,00					
	DM2 2018	Révision						18 735,89	162 000,00	805 000,00	814 264,11			1 800 000,00
	BP 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	597 264,11			2 200 000,00
	DMAP01 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	697 264,11			2 500 000,00
	CA 2018	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	1 018 985,45			2 500 000,00
	BP 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	700 000,00	318 985,00		2 499 993,55

AP 2009/03 : sans le compte 4581 qui est affiché dans le PFI  
AP 2011/01 : à c/2012 : Réhab. Terrains et salles de sports (de 2009 à 2011 : réhab. Salle des sports)  
AP 2012/03 : avant 2012 op 049 (hors AP)  
AP 2015/03 : à c/2016 programme de voirie + MBC voirie

## TARIFS POUR 2020

### CODE INDICE

- (1) **Tarif variant en fonction de l'évolution de l'indice 100 des salaires de la fonction publique territoriale, auquel on ajoute 2,00% au titre du Glissement Vieillesse Technicité : 1 - 3- 11 - 12-24-25-25b-26**

Indice 100 F.P.T. + 2,00% au titre du G.V.T.

$$\frac{1.07.19}{1.07.18} = \frac{5\,623,23}{5\,623,23} + 0,020 = \underline{1,020 \text{ (soit +2.00%)}}$$

- (2) **Tarif variant en fonction de l'indice travaux publics TP01 : 4-5-6-7-9-10**

$$\frac{\text{Juillet 2019}}{\text{Juillet 2018}} = \frac{111,50}{109,80} = \underline{1,0155 \text{ (soit +1.55%)}}$$

- (3) **Tarif variant en fonction du taux d'inflation en glissement annuel : 2-15-16-17-21-22-24-25-25b-26-28-34**

Indice INSEE (ensemble) avec tabac

$$\frac{\text{Septembre 2019}}{\text{Septembre 2018}} = \frac{104,50}{103,56} = \underline{1,0091 \text{ (soit +0.91%)}}$$

- (5) **Tarifs variant avec le contrat de maintenance de l'antenne communautaire de Bel Air assis sur les indices ICHT IME et FSD2**

Facturation MARCHAND =

$$\text{(Tarifs d'origine)} \quad 39,62 * (0,125 + 0,70 * \frac{\text{ICHT IME Juillet 2019}}{\text{ICHT IME Juillet 2018}} + 0,175 * \frac{\text{FSD2 Août 2019}}{\text{FSD2 Août 2018}})$$

$$= 39,62 * (0,125 + 0,70 * \frac{125,30}{122,00} + 0,175 * \frac{131,10}{131,40})$$

$$= 39,62 * (0,125 + 0,7189 + 0,1746) \Rightarrow 39,62 * 1,0185 = 40,35\text{€}$$

Soit 1.85% d'évolution annuelle

- (6) **Tarif non actualisé = 23-24-25-25b-26-29-31-32**

**TARIFS PUBLICS 2020**  
**SERVICES PUBLICS ADMINISTRATIFS et**  
**TECHNIQUES**

N°	PRESTATIONS		CARACTERISTIQUES	TARIF 2019	TARIF 2020
	CODE INDICE				
	<b>BUDGET VILLE</b>				
		TTC			
1	a) Main d'oeuvre communale	1	l'heure	28,10	28,70
	b) Main d'oeuvre communale pour ccas	6	l'heure	15,40	15,40
2	Concession	3			
	a) Cimetière : concession simple		2 x 1 m pour 10 ans	106,80	107,80
			2 x 1 m pour 20 ans	192,20	193,90
			2 x 1m pour 30 ans	240,50	242,70
	concession double		2 x 2 m pour 10 ans	213,80	215,70
			2 x 2 m pour 20 ans	384,70	388,20
			2 x 2m pour 30 ans	480,90	485,30
	b) Columbarium / caveautin	3			
	Achat case caveautin		pour 10 ans	213,80	215,70
			pour 20 ans	320,60	323,50
			pour 30 ans	427,40	431,30
	Renouvellement case caveautin ( délibération du 11/07/17)		pour 10 ans	106,80	107,80
			pour 20 ans	192,20	193,90
			pour 30 ans	240,50	242,70
	Achat Case columbarium		pour 10 ans	427,40	431,30
			pour 20 ans	641,10	646,90
			pour 30 ans	854,90	862,70
	Renouvellement case columbarium ( délibération du 11/07/17)		pour 10 ans	106,80	107,80
			pour 20 ans	192,20	193,90
			pour 30 ans	240,50	242,70
		3	plaque granit poli columbarium	101,60	102,50
	<i>Délib du 15/09/2014</i>	3	plaque granit poli caveautin	144,5	145,80
	<i>Inflation + augmentation de 10€ pour gravure en 2020</i>	(3)	plaque granit jardin du souvenir	101,60	112,50
3	Redevances Funéraires	1			
	c) Columbarium / caveautin		pour autres ouvertures	28,10	28,70
	d) Vacances funéraires	6	entre 20 et 25€ (C.M. 14/04/09)	20,00	20,00
4	Aire de stationnement	2	la place	2 551,30	2 590,80
5	Réfection de trottoirs	2			
	a) Fourniture et pose de bordures		le mètre de chaussées	69,30	70,40
	b) Réfection trottoirs en sable de carrière		le M2	9,40	9,50
	c) Réfection trottoirs à l'émulsion en bi-couche		le M2	26,00	26,40
	d) Réfection trottoirs en béton bitumineux		le M2	29,20	29,70
	e) Mise à niveau d'ouvrages	6	par ouvrage	100,00	100,00

N°	PRESTATIONS	CODE INDICE	CARACTERISTIQUES	TARIF 2019	TARIF 2020
6	Réfection de chaussées	2			
	a) Revêtement tricouche		le M2	31,00	31,50
	b) Revêtement chaussée normale en enrobés		le M2	36,80	37,40
	c) Revêtement chaussée lourde en enrobés		le M2	45,90	46,60
7	Branchement eaux pluviales	2	normal	1 692,80	1 719,00
			au dessus de 5 mètres (le m)	120,90	122,80
			sous-sols exceptionnels(le m)	181,40	184,20
9	Pose de buses	2	O 300 jusqu'à 7,5 mètres plus-value (le m)	462,70	469,90
				48,20	48,90
10	Confection de gargouilles ou piquage sur busage	2	Jusqu'à 2 mètres	192,30	195,30
			Au dessus de 2 m (le m)	60,40	61,30
11	Travaux faits pour le compte de tiers	1			
	a) Entretien des terrains vagues		l'heure	98,30	100,30
	c) Location de l'aérateur et du mini tracteur		l'heure	78,90	80,50
	d) Curage de fossés		l'heure	164,80	168,10
	e) Nettoyage des salles municipales		l'heure	41,50	42,30
12	Location de véhicules	1			
	a) Minibus	(1)	le kilomètre	1,03	1,04
	b) Autocar	(1)	le kilomètre	2,05	2,08
	c) Tracto-pelle avec chauffeur	1	l'heure (en semaine)	66,20	67,50
			l'heure (week-end & jour férié)	94,30	96,20
	d) Camion avec chauffeur		l'heure (en semaine)	61,40	62,60
			l'heure (week-end & jour férié)	89,50	91,30
15	Droits de place				
	Fêtes foraines	3	par M2 et par jour	0,40	0,40
	Commerce ambulat (occasionnel)	3	par jour	26,30	26,50
	Commerce ambulat (non occasionnel)	3	par M2 et par jour	0,50	0,50
	Commerce démontable permanent	3	par M2 et par mois	0,50	0,50
16	Droits stationnement taxi	3	par mois	10,10	10,20
17	Marché hebdomadaire du vendredi	3	Pour les abonnés le m	0,40	0,40
			Pour les occasionnels le m	0,70	0,70
			Electricité par jour	1,80	1,80
18	Redevance réseau de télé-distribution du Lotissement de Bel Air	5	par an et par logement	39,62	40,35

N°	PRESTATIONS	CODE INDICE	CARACTERISTIQUES	TARIF 2019	TARIF 2020	
21	Bâtiments communaux	3	Remplacement clé	13,60	13,70	
			Remplacement badge	6,30	6,40	
22	Location de matériel (non livré)	6	Caution	75,00	75,00	
			3	Table (l'unité)	1,60	1,60
				Chaise	0,50	0,50
				Barrière	1,30	1,30
23	Location de matériel de sonorisation	6	Cautions :			
			Sono voiture avec cônes et sono d'intérieur	450,00	450,00	
			Sono portable (porte-voix)	150,00	150,00	
24	Salle du Mille Club		Voir annexe			
25	Salle des Villes Moisan		Voir annexe			
25b	Salle du Grimolet		Voir annexe			
26	Salle ancienne école de Saint-Hervé	3	Location à la journée pour réunion aux associations et organismes extérieurs	51,10	51,60	
			6	Caution	450,00	450,00
			1	Forfait ménage	83,00	84,60
27	Terrain d'accueil Gens du Voyage		Transfert au 01/01/2012			
28	Vestiaires sportifs	3	Avec nettoyage la journée	57,10	57,60	
			Sans nettoyage la journée	30,10	30,40	
29	Vente de tee-shirts	6	L'unité	4,20	4,20	
30	Salle du Tennis Club Ploufraganais	3	Location à l'heure aux associations sportives extérieures	15,40	15,50	
31	Dossier P.L.U.	6	Le dossier	130,00	130,00	
32	Copies d'un document administratif	6	A4 noir et blanc	0,18	0,18	
			A4 couleur	1,80	1,80	
			Cédérom	2,75	2,75	
33	Cybercommune	6	Impression page noir & blanc sur papier standard	0,15	0,15	
34	Repas pour le vote du budget	3	par personne	15,50	15,60	

Code indice :

INDICES

1	Indice salaire	:	1,0200	soit +2,00 %
2	Indice travaux publics	:	1,0155	soit +1,55 %
3	Indice inflation	:	1,0091	soit +0,91 %
5	Indice facturation	:	1,0185	soit +1,85 %
6	Pas d'actualisation	:	1,0000	soit 0,00 %

Ces tarifs sont applicables à compter du **1er janvier 2020**

# TARIFS 2020

## 24. SALLE DU MILLE-CLUB

Code indice 3  
(1,0091)

sauf caution : code indice 6 (1,0000)  
nettoyage : code indice 1 (1,0200)

	code	COMMUNE		EXTERIEUR	
		2019	2020	2019	2020
Location pour réunion	3	54,50	55,00	109,00	110,00
Location pour autres activités	3	76,80	77,50	153,60	155,00
Nettoyage : personnel (1 agent) + matériel (par heure)	1	41,50	42,30	83,00	84,60
Caution	6	450,00	450,00	450,00	450,00

**1) Les associations locales (Loi 1er juillet 1901)\***

+ sections politiques locales

Réunion : gratuit

Assemblée générale : gratuit

Autres manifestations : 1 gratuité annuelle dans une des trois salles (Grimolet, Mille Club, Villes Moisan) (avec sonorisation ; avec cuisine)

**2) Associations caritatives extérieures : 1 gratuité tous les 5 ans**

**3) Comités d'entreprises locaux :**

1 gratuité annuelle (avec sonorisation)

**4) Campagnes électorales officielles :**

Réunion : gratuit



# TARIFS 2020

## 25 b. SALLE DU GRIMOLET

Code indice 3  
(1,0091)

sauf caution : code indice 6 (1,0000)  
nettoyage: code indice 1 (1,0200)

	code	COMMUNE	EXTERIEUR
		2020	2020
Location pour réunion	3	100,90	201,80
Location pour autres activités	3	181,60	403,60
Nettoyage : personnel (1 agent) + matériel (par heure)	1	42,30	84,60
Caution	6	1 000,00	1 000,00
Utilisation cuisine comités d'entreprises locaux	3	50,50	

**1) Les associations locales (Loi 1er juillet 1901)\***

+ sections politiques locales

Réunion : gratuit

Assemblée générale : gratuit

Autres manifestations : 1 gratuité annuelle dans une des TROIS salles (Grimolet, Mille Club, Villes Moisan) (avec sonorisation ; avec cuisine)

**2) Associations caritatives extérieures : 1 gratuité tous les 5 ans**

**3) Comités d'entreprises locaux :**

1 gratuité annuelle (avec sonorisation ; sans cuisine)

**4) Campagnes électorales officielles :**

Réunion : gratuit